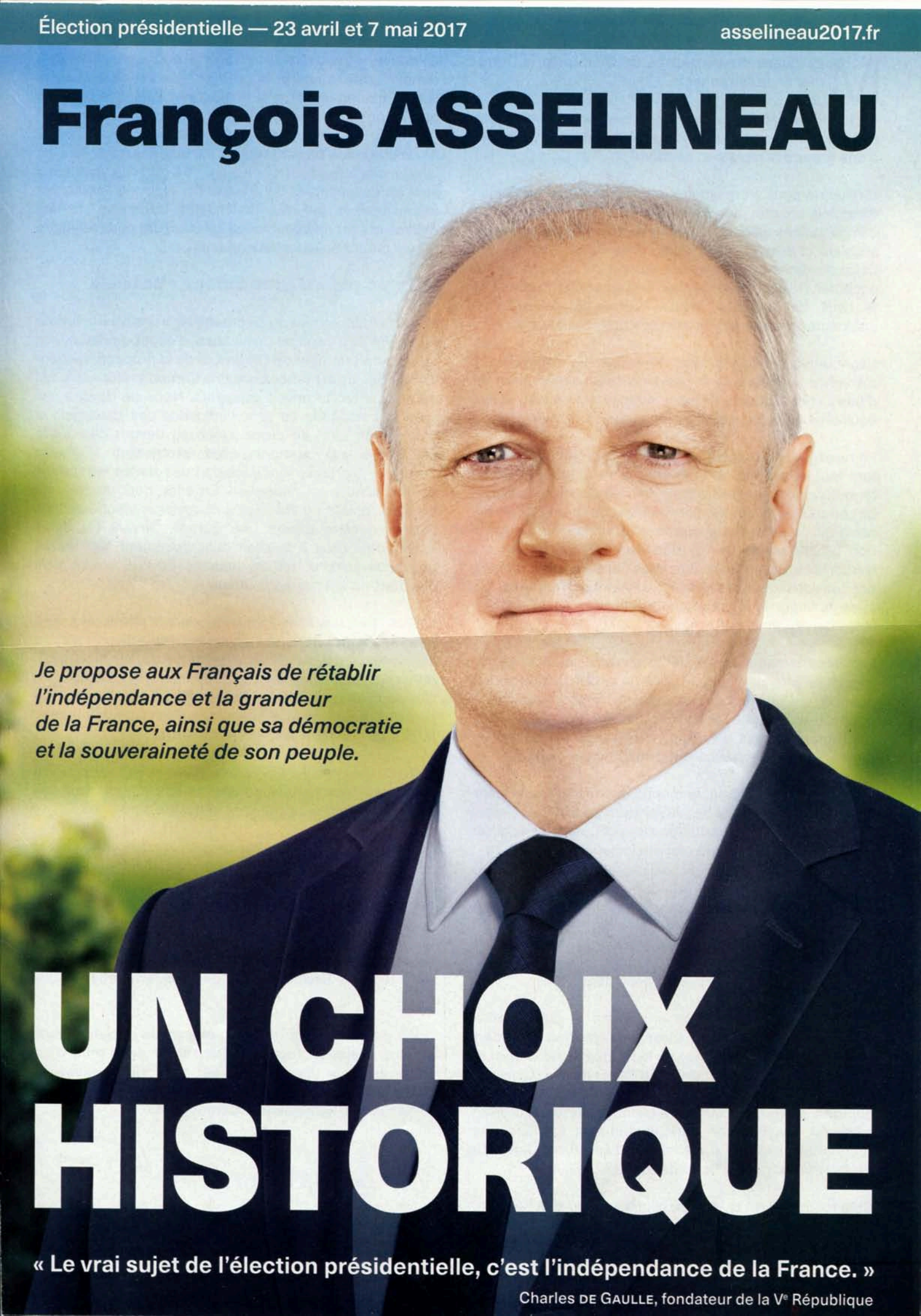


François ASSELINEAU

A portrait of François Asselineau, a middle-aged man with light hair, wearing a dark suit, white shirt, and dark tie. He is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a soft-focus outdoor scene with green foliage and a light sky.

*Je propose aux Français de rétablir
l'indépendance et la grandeur
de la France, ainsi que sa démocratie
et la souveraineté de son peuple.*

UN CHOIX HISTORIQUE

« Le vrai sujet de l'élection présidentielle, c'est l'indépendance de la France. »

Charles DE GAULLE, fondateur de la V^e République

MES CHERS COMPATRIOTES de Métropole, d'Outre-mer et de l'étranger,

La crise dans laquelle la France s'enfonce depuis des années est désormais si grave que nous devons procéder à une rupture complète et décisive.

L'industrie perd en moyenne une usine et des centaines d'emplois chaque jour ouvrable. Principalement à cause d'importations venant de pays à très faibles charges sociales et environnementales, mais aussi à cause des délocalisations que les traités européens nous forcent à accepter. Du coup, 800 Français passent chaque jour sous le seuil de pauvreté, tandis que quelques fortunes indécentes s'emparent de notre patrimoine national.

L'agriculture familiale et la pêche artisanale disparaissent d'année en année, sous la pression de Bruxelles, au profit d'une « agro-industrie » irrespectueuse des terroirs et des équilibres écologiques, et d'une pêche industrialisée.

La ruralité et la douceur de vivre de nos campagnes, qui font tout le charme de la France, sont menacées par la fermeture des services publics, les regroupements forcés de communes, la création de centres commerciaux périurbains qui tuent les petits commerces villageois, la disparition programmée de nos départements. Les réformes territoriales, mises en œuvre sans l'accord des Français, ont des conséquences néfastes et vont nous entraîner sur la pente fatale du régionalisme exacerbé, puis de la désintégration de l'unité nationale.

Les départements et territoires d'outre-mer sont également menacés par les politiques de la Commission européenne, qui peuvent à tout moment rompre leur fragile équilibre économique et social. Sans compter que de nombreux bureaucrates, à Paris ou à Bruxelles, rêvent d'abandonner l'outre-mer français, jugé trop dispendieux.

Je refuse l'immobilisme, le mépris des électeurs, la violation des 55 % de NON au référendum de 2005, et l'esprit de renoncement de nos dirigeants politiques, depuis des années, qu'ils soient de droite ou de gauche.

J'agis pour que le peuple français rejette la tentation de l'extrémisme et se ressaisisse, dans l'un de ces élans de rassemblement national dont il a le secret, lorsqu'il sent que la France est vraiment en danger.

■ Ne vous trompez pas d'élection !

Pour Charles de Gaulle — et comme le prévoit notre Constitution —, « **le vrai sujet de l'élection présidentielle, c'est l'indépendance de la France** », car le chef de l'État doit être « **en charge de l'essentiel** ». L'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai ne doit donc pas être confondue avec les élections législatives de juin, qui détermineront une majorité parlementaire en fonction d'un programme politique, économique et social, conduit par le Premier ministre et le Gouvernement.

Si le fondateur de la V^e République a voulu que l'élection présidentielle se fasse au suffrage universel, c'est pour permettre au peuple français de court-circuiter si nécessaire les partis politiques traditionnels, afin de choisir, par

lui-même, le candidat qui lui apparaît comme le plus apte à remplir cette fonction suprême : assurer la survie, la liberté, l'indépendance, la démocratie, l'unité, le bonheur et le rayonnement de la France.

Alors que notre pays s'enfonce dans le désastre, ne vous laissez pas influencer par les partis à bout de souffle qui sont coresponsables de la situation. Ne vous laissez pas impressionner par les qualificatifs décernés par les médias qui promeuvent tel ou tel candidat pour satisfaire le seul intérêt de leurs actionnaires.

■ Il n'y a pas « d'autre Europe » possible

Nous devons, en tant qu'électeurs, faire preuve à la fois de jugement et d'intuition, mais aussi d'esprit de résistance face au déferlement de l'argent et de la propagande pour le maintien de la France dans une Europe irréfutable qui sert des intérêts privés puissants. Nous ne devons pas voter par habitude ou sous l'influence des sondages, ni céder à un effet de mode. Nous ne devons pas croire naïvement aux sempiternelles promesses « d'autre Europe », car toute renégociation des traités européens est impossible concrètement. En effet, pour modifier de fond en comble 60 années de compromis laborieux dans l'espoir égoïste d'avoir une Europe servant les seuls intérêts français, il faudrait obligatoirement que les 28 gouvernements et les 28 peuples de l'UE soient tous d'accord, ce qui n'arrivera jamais !

Il nous faut aussi faire très attention aux promesses dont nous sommes abreuvés. Non seulement la plupart d'entre elles ne sont pas du niveau stratégique de l'élection présidentielle, mais elles sont généralement inapplicables si l'on reste dans **le cadre des traités européens et de l'euro, desquels je suis le seul candidat à vouloir libérer la France dès mon entrée en fonctions.**

Nous devons penser à la France, à son passé glorieux et à son avenir incertain. Nous devons être à la hauteur des cinquante générations qui ont bâti notre pays.

■ Un choix historique

C'est à vous, en votre âme et conscience, qu'il revient de déterminer sans préjugé quel candidat a l'expérience, la compétence, l'honnêteté, la force de caractère, le dévouement, le désintéressement personnel et la carrure pour défendre les intérêts de la France au niveau planétaire, avec toute la finesse, la dignité et le sang-froid nécessaires.

Il y a des moments où, avec une seule décision, vous pouvez vraiment tout changer. Voter pour moi, c'est faire un choix historique. C'est la dernière occasion, avant longtemps, de redonner à la France son indépendance et aux Français leur démocratie.

Vive la République, vive la France !
François Mitterrand

MON PROGRAMME PRÉSIDENTIEL : LIBÉRER LA FRANCE

L'article 5 de la Constitution pose que le président de la République doit « veiller au respect de la Constitution », « assurer, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État », et être « le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités ».

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À GARANTIR L'INDÉPENDANCE NATIONALE EN FAISANT SORTIR AU PLUS VITE LA FRANCE DE L'UE, DE L'EURO ET DE L'OTAN

Malgré les faux-fuyants utilisés depuis des années, le masque est désormais tombé : il est impossible de garantir aux Français leur indépendance nationale — et donc leur démocratie — tant que la France est sous tutelle et se voit imposer l'essentiel de ses décisions, dans tous les domaines, par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et l'OTAN. En conséquence, et dans les jours suivant ma prise de fonctions :

1. J'entamerai la procédure de **sortie de la France de l'Union européenne et de l'euro**, par l'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE). Il est prudent de prendre les devants avant que l'euro ne s'effondre de lui-même.
2. J'entamerai la procédure de **sortie de la France de l'OTAN**, par l'article 13 du traité de l'Atlantique Nord.

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À ÊTRE UN ARBITRE ET À DÉMOCRATISER LA RÉPUBLIQUE

3. Président-fondateur d'un parti politique classé officiellement par le ministère de l'Intérieur en « divers » — et donc **au-dessus du clivage droite-gauche** —, il me sera tout naturel d'**exercer en arbitre les fonctions de chef de l'État**. Je ne serai ni partial ni partisan. Loin de semer la discorde entre les Français, je veillerai à toujours les rassembler, quelles que soient leurs catégories sociales, leurs origines ethniques, leurs opinions politiques, leurs convictions religieuses (y compris ceux qui n'en ont pas) ou toute autre caractéristique.

Je combattrai toute forme de communautarisme et ferai respecter la laïcité. Je porterai une attention constante à protéger le peuple contre les féodalités économiques et financières, à assurer l'égalité de tous devant la loi — en particulier l'égalité hommes-femmes —, à garantir la justice sociale ainsi que des services publics efficaces et puissants, à œuvrer pour un environnement sain, et pour que soit préservée la nature, notre bien commun. Je respecterai la souveraineté du peuple, auquel je demanderai aussi souvent que nécessaire de trancher en dernier ressort.

4. Je démocratiserai les institutions et je rétablirai la politique dans son sens le plus noble :
- en instaurant le **référendum d'initiative populaire** (à partir de 500 000 signatures de citoyens) ;
 - en instaurant la **reconnaissance pleine et entière du vote blanc** (avec pouvoir de révocation des candidats) ;
 - en démocratisant le Conseil constitutionnel et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;
 - en n'autorisant les **modifications de la Constitution que par la seule voie du référendum** et à la majorité des électeurs inscrits (suppression de la procédure « du Congrès », article 89) ;
 - en obligeant les candidats aux élections à présenter un **casier judiciaire vierge** ;
 - en limitant à deux le nombre de mandats électoraux identiques consécutifs.

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À GARANTIR LE FONCTIONNEMENT RÉGULIER DES POUVOIRS PUBLICS ET L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE

5. Je mettrai un **terme immédiat aux réformes territoriales** :

- en arrêtant les regroupements forcés de communes ;
- en permettant aux communes fusionnées depuis 2010 de défusionner et de reprendre leur liberté ;
- en revenant à la dotation globale de fonctionnement versée par l'État (DGF) d'avant 2014 ;
- en faisant inscrire dans la Constitution les communes et les départements comme des maillons essentiels de la démocratie française.

6. J'assurerai la solidarité et l'unité nationales en **mettant un terme à la politique des « eurorégions »**.

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À RÉTABLIR L'INDÉPENDANCE ET L'UNIVERSALITÉ DE NOTRE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

7. Je ferai **cesser immédiatement la politique de confrontation** avec la Russie et les ingérences illégales et contraires aux intérêts de la France au Moyen-Orient (Libye, Syrie, etc.), qui suscitent des actes terroristes dans notre pays.

8. J'œuvrerai pour la **paix mondiale** dans le cadre de l'Organisation des Nations unies.

Je ferai de la France le porte-parole de la liberté des peuples et des nations, et du respect du droit international. Je nouerai des partenariats économiques, commerciaux, industriels, scientifiques ou culturels avec les pays du monde entier, **sans considération d'appartenance à un quelconque bloc continental, militaire, politique ou religieux**.

9. Tout en mettant un terme aux relations néocoloniales de type « Françafrique », **je redynamiserai nos liens avec l'Afrique** et je proposerai à tous nos partenaires de l'Organisation internationale de la **Francophonie** de donner à cette institution un véritable poids politique et économique au niveau mondial.

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À ASSURER L'INDÉPENDANCE STRATÉGIQUE DE LA FRANCE VIS-À-VIS DU MONDE ENTIER, GRÂCE AU RÉTABLISSEMENT D'UN BUDGET MILITAIRE DÉCENT

10. Je procéderai au rappel immédiat de nos troupes actuellement engagées dans des guerres illégales.

11. Je préserverai la sanctuarisation du territoire national par la **dissuasion nucléaire**. Je renouerai avec notre principe traditionnel de **défense indépendante, sans adversaire préalablement désigné**.

12. Je mettrai un terme à l'appauvrissement des armées françaises : le budget de la Défense (hors pensions) sera **remonté progressivement de 1,6 % du PIB à 3 % du PIB** à la fin du quinquennat, soit un retour au niveau de 1981.

MON PROGRAMME LÉGISLATIF : RÉPARER LA FRANCE

Le programme législatif complet est disponible sur asselineau2017.fr

Les 12 principales mesures, qui nécessitent presque toutes la sortie de l'UE et de l'euro, en sont les suivantes :

1. Un **coup d'arrêt décisif aux délocalisations** et à la destruction de notre industrie.

2. Le **renouveau de la pêche artisanale et de l'agriculture familiale**.

3. La **relance des services publics** à la française, assorties de **renationalisations** : EDF, GDF, La Poste, la SNCF, Orange, les sociétés d'autoroute, les sociétés d'adduction d'eau, TF1, TDF et toute banque bénéficiant de fonds publics.

4. La **préservation de nos retraites**, de nos **acquis sociaux** et de la **Sécurité sociale publique pour tous**.

5. Des **économies de 76 milliards d'euros par an sans pénaliser les Français** : sortie de l'UE, réduction drastique du « millefeuille » administratif (suppression de 4 209 postes d'élus : députés, sénateurs, conseillers régionaux et départementaux), lutte contre la fraude fiscale et allègement des réglementations européennes.

6. La **baisse effective du chômage de masse** grâce à la sortie de l'UE, à l'abandon de l'euro, et à une relance économique s'appuyant sur une **hausse du SMIC, de 1 153 € à 1 300 € net par mois**, avec baisse des cotisations pour les PME.

7. Une politique cohérente et efficace de **protection de l'environnement**. Nous associerons les Français aux grandes décisions en matière de politique énergétique, en particulier au moyen d'un **référendum sur le nucléaire**.

8. La garantie de la **santé pour tous** et des mesures fortes en faveur des personnes en situation de **handicap**.

9. Le retour à l'**école républicaine** et à ses exigences, une meilleure articulation entre l'enseignement et les métiers de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat, et une revalorisation de l'**apprentissage**.

10. Une culture respectueuse du **patrimoine** et **ouverte sur le monde**.

11. Le **rétablissement de la sécurité** : la restauration de l'autorité et de la dignité de l'État, l'éducation au respect de l'autre, la surveillance des frontières, l'amélioration des conditions de travail de la police et de la gendarmerie — portant progressivement leur **budget annuel à 20 milliards d'euros**. La fin des guerres néocoloniales et la révision des rapports économiques Nord-Sud permettront à des millions d'êtres humains de ne plus émigrer afin de fuir la misère et les conflits.

12. La **protection des libertés publiques** : fin de l'état d'urgence permanent, respect du secret des correspondances, protection des « lanceurs d'alerte » et strict encadrement du fichage des citoyens.

Âgé de 59 ans, marié, père de deux enfants, François ASSELINEAU a un casier judiciaire vierge, n'a jamais eu affaire à la justice et n'a ni compte bancaire à l'étranger ni problèmes fiscaux.

Diplômé de HEC, ancien élève de l'ENA, haut fonctionnaire, possédant une remarquable expérience professionnelle au plus haut niveau de l'État, il a notamment travaillé à la préparation d'entretiens et de négociations, auxquels il a participé, avec certains des plus grands dirigeants de la planète des trente dernières années : de Nelson MANDELA à l'empereur du Japon, en passant par le pape JEAN-PAUL II, le roi d'Arabie saoudite et de nombreux chefs d'État et de gouvernement : Argentine, Brésil, Chili, Chine populaire, Corée du Sud, Kazakhstan, Indonésie, Malaisie, Portugal, Tunisie, etc.

Passionné d'histoire, de civilisations étrangères et de géopolitique, il a été délégué général à l'intelligence économique, avant d'en être écarté pour avoir anticipé — pourtant à raison — la crise financière mondiale et la crise permanente de l'euro. Tous ceux qui ont travaillé avec lui soulignent son excellente connaissance des dossiers, la profondeur de ses analyses et sa capacité hors normes à anticiper les événements avec justesse.